

Animation

LA FRANCE

En vedette des 8^{es} Rencontres animation formation d'Angoulême, les 17 et 18 novembre, emploi et formation recueillent déjà les fruits des réformes pour relocaliser l'animation dans l'Hexagone. État des lieux, près d'un an après leur entrée en vigueur.

■ EMMANUELLE MIQUET



SOURCES: SPFA et données recueillies par *Le film français*. Non exhaustif.

* Participation majoritaire d'Hildegarde, propriétaire du *Film français*.

■ Studios nouvellement créés

■ Studios qui se renforcent

S'ANIME

Gagnés de haute lutte par la profession avec les pouvoirs publics, les mesures soutenant la relocalisation de la production dans le secteur de l'animation – souvent sous-traitée en Asie, pour la série notamment – font déjà leurs preuves. Nouveaux studios, renforcement des structures existantes (cf. carte ci-contre), "la relocalisation est massive et, de l'avis même du CNC, supérieure à nos espérances", constate Philippe Alessandri, président du Syndicat des producteurs de films d'animation (SPFA) qui contribue lui-même à la dynamique, avec la création de La Factorie, qui comptera une cinquantaine de personnes en janvier. Pour connaître le nombre d'emplois générés par les réformes du compte de soutien pour les séries et du crédit d'impôt télé, cinéma et international (cf. p. 14-15), en vigueur depuis le 1^{er} janvier, il faudra néanmoins attendre 2017 et les chiffres communiqués par Audiens pour 2016. Les espoirs fondés par la profession sont grands. En juin, au Marché international du film d'animation d'Annecy, le SPFA faisait état d'un objectif de croissance de la masse salariale de 30%, à horizon 2018 (100 M€ annuels bruts en 2014), pour 500 postes créés au bas mot (5 000 professionnels recensés aujourd'hui).

Premier effet de la relocalisation : les studios embauchent tous azimuts, au point de créer des difficultés de recrutement. Logiquement, c'est sur les tâches auparavant sous-traitées qu'elles se font largement ressentir : story-boardeurs et animateurs en tête. "Les animateurs, c'est plus de la moitié d'une équipe de production", rappelle Guillaume Hellouin, Pdg et cofondateur de TeamTO. Autre poste qui fait défaut : les spécialistes rig (l'armature pour les personnages) du fait de la double compétence requise, à la fois technique et artistique. La tension pour constituer des équipes, plus ou moins pragmatiques selon les profils des studios (2D, 3D...), est accrue par le dynamisme plus général du secteur et le développement d'acteurs comme illumination Mac Guff et Mikros Image particulièrement gourmands. Cette dernière, qui travaille sur deux longs métrages, *Captain Underpants* (DreamWorks) et *Sherlock Gnomes* (Paramount), recrute actuellement 200 personnes à Paris. Ajoutés aux 200 visés pour Mikros Montréal et la centaine du site de Londres, la filiale de Technicolor pourrait ainsi mathématiquement absorber à elle seule les fameux 500 diplômés qui sortent chaque année des écoles françaises.

PREMIERS EFFETS DU CRÉDIT D'IMPÔT INTERNATIONAL

Pour pallier les déficits, les recrutements à l'étranger s'accroissent. Certains studios n'ont pas attendu pour aller dénicher des profils spécifiques hors de l'Hexagone. Depuis ses débuts, TeamTO, l'un des pionniers du made in France, embauche dans toute l'Europe et même au-delà : Colombie, Israël... "Au moment de la création de notre deuxième studio, à Valence, en 2008, on a eu jusqu'à 11 nationalités", se souvient Guillaume Hellouin. La tendance ne devrait pas aller en fléchissant au vu du line-up de la société, notamment en production exécutive sur des programmes étrangers. Car, bénéfice de la consolidation du crédit d'impôt international (C2I), aujourd'hui, plus des deux tiers de l'activité de TeamTO est liée au C2I contre 10% auparavant. Sur la série de Netflix, *Skylanders Academy* (Activision Blizzard Studios), qui cette année a mobilisé la moitié du studio, soit 160 personnes, le mécanisme lui a ainsi permis d'être compétitif par rapport au Canada. "C'est un super outil économique mais, à l'usage, j'ai découvert qu'un échelon manqué cruellement au système : la possibilité de nantir le crédit d'impôt pour qu'il puisse accompagner des sociétés

indépendantes comme la nôtre (le client paie 70% et le producteur récupère le crédit d'impôt en année N-1, Ndlr). Sinon, il ne peut avantager que les sociétés qui appartiennent à des gros groupes américains. C'est en ce moment mon plus gros challenge", confie Guillaume Hellouin.

VERS LE PLEIN-EMPLOI

La question de l'emploi pose celle de la formation et de son adéquation au marché. Que le contexte soit défavorable, comme hier, où les interrogations portaient sur le devenir de ces 500 diplômés et leur exode hors de l'Hexagone, ou favorable, aujourd'hui que l'industrie s'achemine vers le plein-emploi. "Certains profils ne sont pas assez traités par les écoles, comme le rig, par exemple. Tout comme, sur le nombre d'étudiants diplômés, il y a un déficit d'animateurs. Il faut probablement repenser les formations", estime Guillaume Hellouin. Au Réseau des écoles françaises de cinéma d'animation (Reca), l'heure est d'abord à apprécier le moment, réjouissant. "On parle de recrutements en centaine de postes. C'est rassurant pour les parents, réagit Christine Mazereau, sa déléguée générale. Si certains cursus pourraient être amenés à allonger leur temps de scolarité pour répondre à une demande de spécialisation, les écoles ne résoudront pas tout." La demande des studios porte aussi sur des postes confirmés. Cela s'est beaucoup dit lors des récentes Journées du Reca (cf. encadré ci-dessous). D'après les studios, le marché sera très porteur pendant encore au moins dix ans, et pas seulement dans l'industrie des programmes, mais aussi celle de l'imagerie médicale... "Beaucoup de données sont à prendre en compte. Il faut manier la formation avec précaution. Les décisions la concernant n'interviendront pas à court terme, mais plutôt à moyen et long terme."

"On est toujours en veille et très connecté, parce que notre travail est de mettre sur le marché des étudiants opérationnels. Et qui auront à apprendre toute leur vie! Ces jeunes doivent avoir la tête dans les étoiles mais les pieds sur terre", résume Azad Lusbaronian, directeur pédagogique de Supinfocom Rubika, à Valenciennes. Pour faire face à la nouvelle donne, les initiatives se multiplient, souvent variées, mais convoquant tous les maillons de la chaîne. En vue de l'ouverture de son studio de Villeurbanne, Xilam, désormais déployé sur trois sites, avec Paris et Angoulême, a opté pour une préparation opérationnelle à l'emploi (POE), en partie financée par Pôle Emploi et l'Afdas. Le dispositif, qui sera présenté aux Rencontres animation formation (RAF) d'Angoulême, a été monté avec

Rhinocéros Formation et l'école Emile Cohl de Lyon, afin de créer une "formation packagée" associant jeunes diplômés et seniors, très convoités pour des postes d'encadrement notamment. Principal atout de la POE : constituer une équipe sur mesure, ayant déjà connaissance des spécificités du pipeline de production de la société.

Plus classiquement, 2 Minutes, qui fabrique notamment le long métrage *Zombillénium* d'Arthur de Pins (*Maybe Movies*), a décidé d'ouvrir un troisième studio, après ceux de Paris et d'Angoulême. Mais hors de la métropole, à La Réunion, qui "dispose d'un bassin d'emplois en devenir et une école, Iloi, formant des profils intéressants". Il sera lancé en janvier avec *Kikoumba*, la nouvelle série de TF1 Production, et un effectif d'une trentaine de personnes, au départ, composé aux deux tiers de Réunionnais. Cette nouvelle antenne sera dédiée à des productions 2D ou 3D, pour la télévision ou le cinéma. Outre la collaboration de 20 ans entre 2 Minutes et le studio local Pipangai, les aides régionales ont pesé dans la balance pour le choix du lieu. "Le complément apporté par les régions est très important. Le crédit d'impôt et la réforme du Cosp, c'est important, mais pas suffisants", observe Jean-Michel Spiner, le patron de 2 Minutes. Selon lui, au final, le bouillonnement actuel "force les studios à être plus attractifs, pour donner envie aux gens de venir bosser chez [nous]". Cela "passe par les salaires – pour lesquels on relève une petite tension à la hausse –, mais pas seulement. Les projets sont déterminants".

DES RÉGIONS RENFORCÉES

La relocalisation allée à la réforme territoriale pourrait renforcer certaines régions telles que la Nouvelle-Aquitaine, dorénavant partie prenante de Magelis, qui vient de franchir les 30 studios, et terre d'accueil du Cartoon Movie, ou les Hauts-de-France, dans les starting-blocks par la grâce de son président, Xavier Bertrand. "La dynamique est déjà là, constate Azad Lusbaronian, entre les écoles de renommée internationale, le vivier qu'elles représentent – une quarantaine d'étudiants par an rien que chez nous – et les sociétés pour fabriquer les projets". Ankara, Les Films du Nord, Tchack, Studio Redfrog, Studio Traintrain à Lille, prochainement rejointe par le studio d'animation et d'effets spéciaux, Grid. Plusieurs fois reportée, l'implantation de cette nouvelle filiale de la société belge (*Astérix : le domaine des dieux...*) dans la ville de Martine Aubry est maintenant attendue dans le courant du premier trimestre 2017. Grid Lille sera dirigée par Stéphane Piquet, ex de Planet Nemo Animation. À la veille du premier anniversaire des réformes, le bilan est naturellement contrasté. Tensions en termes d'emploi et de salaires, sur fond de négociation de la convention collective, hausse des coûts de production bien au-delà de ce que certains novices avaient anticipé, concurrence entre les studios et interrogations sur la viabilité de toutes les nouvelles structures... Entre ajustements inhérents à la nouveauté et blocages plus structurels, les sujets ne manqueront pas lors des points d'étape prévus dans les prochains mois. ♦

LE RECA : UNE "BOÎTE À OUTILS" POUR LES ÉTUDIANTS

Né grâce aux Rencontres animation formation (RAF) en 2012, dans le but de rendre plus transparentes des offres de formation souvent opaques, le Réseau des écoles françaises de cinéma d'animation (Reca) veut aujourd'hui développer les relations entre les écoles et le secteur professionnel. Et se structure en conséquence. "Une de mes premières missions en arrivant, fin 2015, a été de formaliser sa création sous un statut d'association loi 1901 (présidé par Cyril Georgin d'Isart Digital, Ndlr)", explique Christine Mazereau, la déléguée générale du Reca qui regroupe dorénavant 25 écoles, "reconnues par la profession". Dans cet esprit, les premières Journées du Reca ont été organisées les 21 et 22 octobre. "L'idée, très pragmatique, est d'offrir aux étudiants, qui ont souvent le nez dans le guidon et manquent d'information, une boîte à outils." Le rendez-vous est venu confirmer l'appel d'air créé par les réformes en termes d'emploi avec des sessions de recrutement individuelles en présence de studios que le Reca ne s'attendait pas à voir aussi nombreux. Fort des retours "très positifs", il espère "pérenniser ces journées une fois par an". En parallèle, tous les deux ou trois mois, des tables rondes sont envisagées sur un sujet précis, comme par exemple la convention collective, dont la prochaine commission mixte paritaire devait avoir lieu le 15 novembre après notre bouclage. Toujours dans ce souci d'une "meilleure interactivité entre professionnels et étudiants, le Reca lancera un nouveau site au moment des RAF. L'une de ses priorités porte également sur l'international. "Le fait que nous soyons maintenant une association va nous permettre d'être plus libre dans la recherche de partenaires et de financements. Plus nous en aurons, plus nous pourrions proposer des actions comme les Journées du Reca." E.M.